

Au RN, ces investitures qui contredisent la ligne officielle et la « normalisation » du parti

Par Samuel Laurent, Damien Leloup et Liselotte Mas

Le Rassemblement national (RN) et ses alliés ont investi de multiples candidats et candidates ayant tenu des propos antisémites, complotistes ou pro-Kremlin, à rebours des déclarations de la direction du parti, qui n'a pas donné suite aux demandes d'explications du *Monde*.

Depuis plusieurs semaines, le président du RN, Jordan Bardella, se pose en ennemi d'un « antisémitisme d'atmosphère », qui serait, selon lui, alimenté par La France insoumise. Marine Le Pen, elle, a dénoncé, en réaction au viol d'une enfant de 12 ans à Courbevoie – couplé à des injures antisémites, selon les premiers éléments de l'enquête –, une « stigmatisation des juifs depuis des mois par l'extrême gauche ».

Le parti a pourtant adoubé plusieurs candidats s'intéressant de près à la France de Vichy. Dans la 1^{re} circonscription des Côtes-d'Armor, **Françoise Billaud**, engagée au Front national depuis 1986, a rendu hommage sur sa page Facebook au maréchal Pétain, mais aussi à l'abbé Perrot, figure locale emblématique de la collaboration. Quant à **Frédéric Boccaletti**, député sortant et réinvesti dans le Var, il a été le fondateur, en 1997, d'une librairie spécialisée dans les ouvrages d'extrême droite dont le nom, Anthinéa, est une référence à un livre de l'écrivain antisémite Charles Maurras (1868-1952). Il a, par ailleurs, été condamné en 2000 à un an de prison pour « violences avec armes » lors de collages d'affiches, alors qu'il était membre du parti politique de Bruno Mégret, ancien dirigeant, avec Jean-Marie Le Pen, du Front national. A Paris, la candidate du RN dans la 10^e circonscription, **Agnès Pageard**, a été investie malgré de précédentes alertes sur son usage de slogans antisémites. **Sophie Dumont**, conseillère législative du groupe RN à l'Assemblée et proche collaboratrice de Marine Le Pen, investie en Côte-d'Or, a diffusé des textes issus d'un média antisémite, et évoqué dans un tweet, depuis supprimé, de prétendus financements juifs de Reconquête !, comme l'a révélé *Libération*.

Mercredi 19 juin, le RN a, par ailleurs, retiré en catastrophe son investiture à **Joseph Martin**, dans la première circonscription du Morbihan : en 2018, il avait publié sur Twitter le message : « *Le gaz a rendu justice aux victimes de la Shoah* » – il a depuis assuré qu'il s'agissait d'une allusion, n'ayant rien d'antisémite, à la mort du négationniste Robert Faurisson (1929-2018). Le même jour, le patron du parti Les Républicains (LR), Eric Ciotti, annonçait que **Louis-Joseph Pecher**, candidat de l'alliance entre le RN et LR et plus connu sous le nom de Gannat, se voyait retirer son investiture après la découverte de « *propos antisémites, homophobes et orduriers* » publiés sur les réseaux sociaux. Tenu sous pseudonyme, ce compte, supprimé cette semaine, contenait de multiples propos très violents, racistes, homophobes et antisémites. Il répondait, par exemple, à un tweet de l'ancien député socialiste de l'Essonne Julien Dray par les mots « *Juif qui parle bouche qui ment* ».

La position de Marine Le Pen « *a été de condamner la Russie quand elle a envahi l'Ukraine de la manière la plus claire qu'il soit* », affirmait-elle en avril. Jordan Bardella estimait, quant à lui, en 2023, qu'il y avait eu une « *naïveté collective à l'égard des ambitions de Vladimir Poutine* ».

Pourtant, les candidats investis par le RN pour les législatives comptent dans leurs rangs de très nombreux soutiens du Kremlin. Au moins neuf candidats RN aux législatives ont été, entre 2017 et 2021, des « *observateurs* » d'élections en Russie et dans les territoires d'Ukraine occupés. **Frédéric Boccaletti** s'est rendu en Russie comme « observateur international » pour les législatives de 2021, entachées de fraude massive. L'année précédente, au moins quatre candidats RN, **Hélène Laporte**, **Virginie Joron**, **Julie Lechanteux** et **Jean-Lin Lacapelle**, avaient « *observé* » le référendum constitutionnel qui a permis à Vladimir Poutine de briguer deux nouveaux mandats, qui avait, lui aussi, connu une fraude importante.

Au moins trois autres aspirants députés ont été ou sont des soutiens actifs d'un rapprochement de la France avec la Russie de Vladimir Poutine. L'avocat Pierre Gentillet, candidat dans la 3e circonscription du Cher, a été président-fondateur du Cercle Pouchkine, une « *plate-forme de discussion* » visant à rapprocher la Russie de la France. Il a aussi fait partie du Dialogue franco-russe, la principale association politique française visant à établir des liens avec la Russie de Poutine, dirigée par le soutien du Kremlin Thierry Mariani. **Jacques Myard**, candidat LR soutenu par le RN dans la 5e circonscription des Yvelines, fait partie du think tank prorusse CF2R et fait régulièrement siens les arguments du Kremlin, y compris sur l'invasion de l'Ukraine. Quant à **Rémy Berthonneau**, candidat en Gironde, il affirme désormais n'avoir « *plus aucun lien avec la Russie* », mais a dirigé le collectif Français libres, qui militait pour la levée des sanctions contre le pays.

Au-delà de ces candidats ayant entretenu des « *liens directs* » avec la Russie, comme le résume *Mediapart*, de nombreux autres postulants au siège de député ont tenu ou continuent à prendre des positions alignées sur celles du Kremlin. Un exemple parmi d'autres : **Sébastien Meurant**, ex-LR rallié à Eric Zemmour et soutenu par le RN dans le Val-d'Oise, cosignait, après l'invasion de l'Ukraine, en 2022, une tribune condamnant l'offensive russe, mais l'analysant comme un conflit entre l'OTAN et la Russie. Un argument phare du Kremlin, parfois repris par des cadres du RN. Deux semaines plus tôt, M. Meurant avait organisé une table ronde au Sénat, filmée et diffusée à la télévision russe, ce qu'il a dit totalement ignorer.

« *Vous croyez que c'est sérieux ?* » Le 7 juin, sur BFM-TV et RMC, Jordan Bardella répliquait ainsi à une affirmation d'Emmanuel Macron, qui disait, la veille : « *Si demain l'extrême droite a une minorité de blocage en Europe, vous n'aurez pas une Europe des vaccins. Ce sont des gens qui vous donneront la chloroquine [traitement préconisé en 2020 par Didier Raoult contre le Covid-19] ou le vaccin Spoutnik.* » Le RN s'est, par le passé, montré sceptique sur la politique vaccinale : en 2022, Marine Le Pen s'opposait à la vaccination des enfants et était favorable à la réintégration des soignants non vaccinés. Le parti a depuis quelque peu changé sur le sujet, en minimisant ces engagements passés, qui ne figuraient pas dans son programme pour les européennes.

Parmi ses candidats, en revanche, on trouve de nombreuses figures opposées à la vaccination contre le Covid. Candidate dans la 2e circonscription du Bas-Rhin, l'eurodéputée **Virginie Joron** s'est distinguée à Bruxelles par son activisme contre la politique vaccinale, jusqu'à tenter d'organiser un hommage des parlementaires aux « *victimes* » de la vaccination contre le Covid-19. La candidate **Monique Griseti** (1re circonscription des Bouches-du-Rhône) a partagé sur son compte Facebook diverses vidéos issues de la mouvance antivax, ou recommandé à sa communauté le film *Sound of Freedom*, un pseudo-documentaire américain relayant nombre de théories de la mouvance QAnon.

Emmanuelle Darles, candidate RN dans la Vienne, va un cran plus loin. Elle est membre du « conseil scientifique indépendant » de Louis Fouché, figure de proue des antivaccins aux accents volontiers conspirationnistes. Cette chercheuse a écrit un ouvrage autoédité, paru en juillet 2022, intitulé *Ne touchez pas à nos enfants*. Elle y dénonce pêle-mêle masques, mesures sanitaires et vaccination. Elle a participé à plusieurs réunions, congrès ou vidéos sur YouTube avec des personnalités controversées, comme Salim Laïbi, figure historique du conspirationnisme français et animateur de l'émission « Libérez l'info ». En septembre 2022, elle y intervenait aux côtés de Thierry Casasnovas, « gourou du cru », mis en examen en 2023 pour des soupçons d'abus de faiblesse sur ses adeptes.

Le RN a également investi des candidats qui relaient diverses théories du complot. **Jonathan Rivière**, candidat à La Réunion, a publié, en février, sur Facebook, une vidéo évoquant le fait que l'homme n'aurait jamais marché sur la Lune. En 2021, il partageait des images supposées prouver que le vaccin contre le Covid rendait ses porteurs « aimantés ». **Bruno Comby** (5e circonscription de Loire-Atlantique) est l'auteur, en 1991, d'un ouvrage remettant en question la réalité du sida.

Certains candidats à la députation remettent aussi en cause la réalité du changement climatique : Charles Prats (Haute-Savoie), Grégoire de Fournas (Gironde), Frédéric Cabrol (Tarn) ou **Frédéric Boccaletti** ont exprimé des positions climatosceptiques, tout comme **Guillaume Bigot**, qui briguera le mandat de député de Belfort.

« *Demain, je serai le premier ministre qui garantira de manière indéfectible à chaque fille et à chaque femme de France ses droits et ses libertés* », assurait M. Bardella, le 17 juin, dans une vidéo de campagne adressée aux femmes. Dans sa « lettre ouverte à tous les jeunes qui suivent Squeezie », vidéaste qui a appelé à voter contre l'extrême droite sur son compte Instagram, il rappelle les votes RN à l'Assemblée nationale, notamment le « vote de Marine Le Pen pour la constitutionnalisation de l'IVG ».

Si M. Bardella ne peut se féliciter de ce vote au nom de l'entièreté du groupe RN, constitué de 88 députés, c'est parce que 20 d'entre eux se sont abstenus et que 11 ont voté contre au Congrès. Des profils de catholiques traditionalistes briguent aussi un mandat supplémentaire, par exemple **Christophe Bentz** (Haute-Marne), également en pointe dans les débats sur le projet de loi sur la fin de vie, ou **Hervé de Lépinau** (Vaucluse). Ce dernier assimilait en 2014 l'avortement à la « culture de la mort ».

Pierre Meurin, député sortant de la 4e circonscription du Gard, a partagé sur Facebook plusieurs articles du site catholique traditionaliste Le Salon beige. En 2018, il relayait un billet commençant par cette phrase : « *En France, il est "permis" de tuer un fœtus jusqu'à la fin de la 12e semaine.* » L'ultraconservatrice et très catholique **Laure Lavalette**, opposée à l'IVG, à la PMA et à ce qu'elle appelle la « propagande LGBT », est réinvestie dans le Var. **Caroline Parmentier**, conseillère en communication de Marine Le Pen, qui a longtemps défendu une ligne catholique identitaire au quotidien *Présent*, briguera de nouveau la 9e circonscription du Pas-de-Calais.

Parmi les nouvelles investitures figurent également des militantes et militants anti-IVG connus. Dans la 3e circonscription d'Ille-et-Vilaine, le RN a choisi **Virginie d'Orsanne**, pour qui l'avortement est une « régression sociale » ; en 2016, Mme d'Orsanne qualifiait une campagne de prévention du sida à destination des homosexuels de « propagande idéologique abominable ».

Ce 19 juin, Jordan Bardella emboîtait le pas au ministre de l'intérieur, Gérard Darmanin, qui venait de proposer la dissolution du groupe d'extrême droite violent Groupe Union Défense (GUD). « *Si demain je suis à la tête du pays, je n'aurai aucune forme de tolérance à l'égard de ceux qui se livrent à de la violence dans notre pays* », a déclaré M. Bardella.

Son parti a pourtant investi des militants ayant un passé documenté au sein de groupes violents, identitaires ou proches des milieux néonazis. **Grégoire de Fournas**, investi dans la 5e circonscription de la Gironde, était responsable local, dans les années 2010, du groupuscule radical Bloc identitaire. A Bordeaux, la candidate **Julie Rechagneux** fréquentait à la même époque les réunions du groupe néofasciste Bordeaux nationaliste. Plusieurs candidats sont également issus du syndicat La Cocarde étudiante, impliqué dans plusieurs bagarres ces dernières années dans des universités ou en marge de manifestations – sans que les candidats investis y soient mêlés. **Aurélien Lopez-Liguori** a été investi dans l'Hérault, **Julie Lechanteux** dans le Var, et le fondateur du groupe, **Pierre Gentillet**, dans le Cher.

Plus largement, la politique de « normalisation » du RN ne l'a pas empêché d'investir des candidats ayant tenu des propos racistes sur les réseaux sociaux, comme l'a notamment documenté *Libération*. **René Lioret**, investi à Dijon, a multiplié les tweets aux relents racistes sur l'islam ou sur les adolescents issus de l'immigration. On trouve des messages du même type publiés par **Anthony Zeller**, investi dans le Loiret, qui a depuis verrouillé son compte Twitter et dont le suppléant est visé par une plainte pour des propos sexistes et antisémites.

Certaines « sorties » sont très récentes : en janvier, **Marie-Christine Sorin**, candidate dans la 1re circonscription des Hautes-Pyrénées, publiait sur Twitter un message affirmant que « *toutes les civilisations ne se valent pas* » et que certaines « *sont juste restées au-dessous de la bestialité dans la chaîne de l'évolution* ». Dans la 4e circonscription des Côtes-d'Armor, c'est sur Facebook que **Noël Lude** partageait, le 1er juin, des caricatures racistes.

Rectificatif du 22 juin à 9 heures : le nombre de député RN à l'Assemblée nationale et la fonction de Sophie Dumont ont été corrigés.

[Cet article est paru dans La Matinale du Monde](#)